



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 24 AVRIL 2007

N° 335 PRIX 0,60 Euro



NE PAS COMPTER SUR LE COUPLE

GBAGBO-SORO POUR AMÉLIORER

NOS CONDITIONS D'EXISTENCE !

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial:

Page 4
Derrière la crise
entre la Somalie et
l'Ethiopie

Page 5

Mali: Le président et
les quarante voleurs

Page 6
Sénégal: Un nouvel
avion pour Wade ?

Page 8
Guinée: Le gouverne-
ment est nouveau,
mais l'exploitation
continue

Page 10
Algérie: Le danger
islamiste plane de
nouveau

Page 11
Il y a 60 ans éclai-
rait la "rébellion"
malgache

ABONNEMENT
FRANCE:

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait
uniquement en espèces
ou en timbres-poste
courants.

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

CÔTE D'IVOIRE

**NE PAS COMPTER SUR LE COUPLE
GBAGBO-SORO POUR AMÉLIORER
NOS CONDITIONS D'EXISTENCE !**

Le 13 avril dernier, après sa nomination comme Premier ministre, Guillaume Soro a dit qu'une de ses priorités est de trouver une «sortie de crise durable». Il promet d'engager dans les jours prochains le redémarrage des «audiences foraines». Rappelons que de nombreux habitants, plus particulièrement ceux originaires des régions du Nord mais aussi ceux dont le nom ne sonne pas bien aux oreilles des tenants de «l'ivoirité», n'ont pas de papiers d'identité ivoirienne parce que les autorités de ce pays les leur refusent. C'est une injustice. Ils sont traqués nuit et jour par les forces de l'ordre. De plus on leur refuse le droit de vote. Ces «audiences foraines» avaient été mises sur pied sous Banny, en principe pour remédier à cette injustice. On sait ce qu'il en est advenu. Le Fpi avait mobilisé sa troupe pour mettre fin à ce processus. Aujourd'hui Soro veut les relancer. Tant mieux. Mais quels moyens se donne-t-il pour y parvenir? Que fera-t-il si les partisans de Gbagbo continuent de s'y opposer physiquement ? Là-dessus il s'est contenté d'un vœu pieux.

Il a aussi parlé de la réunification du pays qui devrait commencer symboliquement par le «démantèlement» des points de contrôle des forces onusiennes et de la Licorne dans la zone dite de «confiance». C'est ainsi qu'il y a eu tout un montage médiatique autour du démontage d'un point de contrôle de l'Onuci sur l'axe Yamoussoukro-Bouaké. Mais cela ressemblait plutôt à une opération de charme de Gbagbo et de Soro en direction de leurs partisans respectifs, histoire de faire croire qu'ils n'ont plus besoin de «forces étrangères» pour gérer la situation sur l'ensemble du territoire national. Mais la réalité est tout autre. La force française Licorne sera toujours présente en Côte d'Ivoire avec un contingent de 3 000 hommes. L'Onuci aussi restera dans la «zone de confiance». La seule

nouveauté, c'est qu'il y aura maintenant des «brigades mixtes» composées de soldats «loyalistes», de soldats «rebelles» auxquels



Gbagbo et Soro lors de la
présentation du nouveau
gouvernement à Abidjan

ni pour Gbagbo ni pour Soro. En détenant les postes numéro un et deux de l'Etat, ils ont de quoi s'enrichir personnellement et faire profiter leurs proches et leurs clans respectifs. Cette «entente» relative durera tant que durera l'équilibre des forces entre leurs partisans.

Le sentiment qui existe majoritairement au sein des familles ouvrières et populaires est qu'elles souhaitent vivement la fin de cette situation de guerre qui dure depuis près de cinq ans et qui aggrave leurs conditions d'existence. Elles souhaitent que l'économie redémarre, que les usines embauchent, que les salaires augmentent, que les écoles et les hôpitaux publics fonctionnent mieux, etc. Cette crise a en effet rendu pire la situation des familles laborieuses qui était déjà mauvaise avant la scission du pays. Dans la fonction publique, le gouvernement a trouvé prétexte pour bloquer les salaires des petits fonctionnaires, diminuer encore plus les prestations sociales, les budgets alloués aux hôpitaux, à l'enseignement et aux transports publics. Dans le secteur privé, les patrons en ont aussi profité pour diminuer les salaires, procéder à des licenciements, et aggraver encore plus les conditions de travail de ceux qui avaient «la chance» d'être exploités par eux.

s'adjoindront ceux des «forces impartiales». Personne ne sait jusqu'à quand cela durera. Il est aussi question d'intégrer l'ensemble des forces armées au sein d'un «Centre de commandement intégré». Que deviendront les milices «civiles» armées des deux camps? Toutes ces questions sont loin d'être réglées.

Quant aux élections, troisième objectif de son gouvernement, Soro dit ne pas «cultiver le fétichisme des dates». C'est-à-dire qu'il ne s'engage pas par avance sur une date buttoir pour organiser la prochaine élection présidentielle qui a déjà été reportée par deux fois. A vrai dire rien ne presse,

Parlant de la situation des travailleurs, Soro reconnaît que : «le désespoir de nos travailleurs a franchi la côte d'alerte. Les revendications sociales actuelles sont l'expression d'une angoisse profonde...» Il dit qu'il va bientôt rencontrer les organisations patronales pour «décider ensemble des mesures urgentes», sans préciser la nature de ces mesures. C'est de la poudre aux yeux ! En revanche il a

averti par avance que «les moyens et les potentialités de l'Etat» ne permettent pas de «répondre aux attentes des travailleurs». Les travailleurs du privé, comme les petits salariés de l'Etat sont donc avertis. Il ne faudra rien attendre de bon de ce gouvernement issu du «dialogue direct». Comme ses prédécesseurs, il sera sans

pitié envers le plus grand nombre. Le véritable espoir de changement du côté social ne viendra pas de là-haut quel que soit celui qui dirigera l'Etat, mais de la base, c'est-à-dire de la capacité des travailleurs à s'organiser pour imposer collectivement leurs revendications.

DERRIÈRE LA CRISE ENTRE LA SOMALIE ET L'ÉTHIOPIE

Au début de ce mois d'avril, Mogadiscio, capitale de la Somalie, a été le théâtre d'un affrontement militaire entre l'armée éthiopienne et des insur-

agissant de la sorte l'armée éthiopienne cherche à terroriser la population contre toute tentation de soutenir les insurgés. Cela a eu comme conséquence la fuite depuis la capitale de dizaines de milliers de personnes. C'est une situation révoltante. Cette offensive n'a pas pour autant empêché les insurgés de contrôler de vastes secteurs de la ville.



Mogadiscio 23 avril: hommes en armes des troupes islamistes

gés somaliens. Ces derniers sont formés par une coalition de troupes des tribunaux et des clans islamistes. Selon une organisation somalienne des droits de l'homme, il y a eu environ 400 morts et plus de 550 blessés. L'armée éthiopienne n'a pas lésiné sur les moyens. Elle a utilisé des chars et des lances roquettes dans toutes les directions soi-disant pour éliminer les milices islamistes. En fait les quartiers populaires ont été les plus touchés. En

Déjà en décembre dernier l'armée éthiopienne, forte d'environ 20.000 hommes a envahi le pays pour installer un soi-disant gouvernement légal à Mogadiscio sous la présidence d'un homme de paille dénommé Abdullahi Yusuf Ahmed. Pour cela, bien entendu, l'Ethiopie a eu le soutien de l'impérialisme américain qui a réussi à faire jouer aux dirigeants actuels de ce pays le rôle de gendarmes de sa politique en Afrique de l'Est.

Pour le gouvernement éthiopien, le fait qu'à Mogadiscio s'installe un Etat faible qui lui est favorable est une situation susceptible de neutraliser des conflits frontaliers qui datent depuis des décennies. En effet la Somalie revendique l'Ogaden, région qui se trouve de part et d'autre de la frontière de ces deux pays. La frontière actuelle

est le résultat d'un découpage datant du passé colonial. Depuis l'indépendance de la Somalie, cela a été le sujet de conflits périodiques. Un gouvernement faible à Mogadiscio et favorable à Addis Abeba serait par conséquent bien vu par les dirigeants éthiopiens.

Pour l'impérialisme américain la Somalie est considérée comme un terrain fertile pour le développement et la propagation des islamistes dans la corne de l'Afrique et du Moyen Orient. Il y voit l'influence d'Al-Qaïda. Son ambition est donc d'installer à Mogadiscio un Etat sous son contrôle via l'Ethiopie. Mais l'intervention militaire du mois de décembre dernier n'a pas éliminé de la Somalie le pouvoir des clans et des tribunaux islamistes. De même que l'arrivée d'un contingent de l'Union Africaine n'a pas changé la situation. Pour le moment donc la politique américaine ne s'est pas

encore imposée.

Rappelons que la Somalie a une situation stratégique particulière dans l'Océan Indien. Elle se trouve dans une zone de routes maritimes importantes. Le transport du pétrole et de gaz naturel du Moyen Orient vers l'Asie, l'Europe et l'Amérique passe à proximité de ce pays. Les pays exportateurs des hydrocarbures utilisent la Mer Rouge et l'Océan Indien. Cette région d'Afrique est devenue un enjeu de luttes d'influences politiques. Mais les guerres, les calculs géostratégiques des grandes puissances se font comme toujours sur le dos des populations pauvres, aussi bien somaliennes qu'éthiopiennes. Les premières sont écrasées entre l'enclume de l'armée éthiopienne et le marteau des clans islamistes. Les secondes sont victimes d'un gouvernement qui les engage dans sa politique d'intervention militaire en opprimant un autre peuple.

ÉLECTIONS AU MALI

LE PRÉSIDENT ET LES 40 VOLEURS !

Le 29 avril prochain aura lieu le premier tour de l'élection présidentielle au Mali. Face au président sortant, A.T. Touré, il y aura sept candidats. Mais ces derniers n'ont d'"opposants" que le nom. Ils appartiennent tous à des partis politiques ayant au moins un ministre dans le gouvernement dit de "consensus" depuis la première élection de Toumani Touré en 2002. Tous ces gens-là se sont bien engraisés en profitant des privilèges liés au pouvoir.

Ce n'est qu'à l'approche de la prochaine élection que le

"consen-sus" s'est lézardé un peu, mais seulement en parole car tout en envoyant leurs dirigeants se présenter contre le président actuel, tous ces partis politiques continuent de manger jusqu'à ce jour dans sa main.

Ibrahim Boubakar Keïta, l'actuel président de l'Assemblée nationale et candidat du RPM, découvre que Toumani Touré "n'est pas un démocrate". Oumar Mariko (candidat de SADI, parti qui détient le ministère de la Culture) découvre que "Rien n'a changé au Mali. La démocratie n'a apporté ni le logement, ni l'école, ni la santé pour tous.

Tout est toujours aux mains des puissances coloniales. Il n'y a pas plus de souveraineté, pas d'épanouissement pour les travailleurs". Cela ne l'a pas empêché de soutenir le pouvoir actuel depuis 2002!

Certains candidats ou les mêmes dénoncent le clientélisme du pouvoir actuel, la corruption, les détournements de fonds... mais ils parlent la bouche pleine.

L'actuel président n'aura vraisemblablement aucun mal à se faire réélire dès le premier tour. De toutes façons il n'hésitera pas à bourrer les urnes si jamais il était mis en difficulté. Il fait des tournées aux quatre coins du pays mais ce n'est que par pure forme. Et lorsqu'il vante sa "lutte contre la corruption", sa politique d' "habitat social", d' "accès gratuit aux soins" ou les "augmentations des salaires et des pensions de retraite" que son régime auraient accordées, il ne fait rien d'autre que de raconter des salades comme ses concurrents. Dans les hôpitaux publics, même un

simple comprimé d'aspirine fait défaut. Avoir accès à l'eau potable dans les quartiers populaires est un véritable parcours du combattant. Quant au logement social, depuis 2002 l'Etat n'en a construit que 4 000. Ce qui est très loin de satisfaire la demande de plus en plus forte d'une capitale dont la population augmente à grande vitesse. Les salaires sont quant à eux bloqués depuis des années alors que la vie coûte de plus en plus cher.

En déposant un préavis de grève de 48 heures (du 25 au 26 avril) pour la revalorisation de leur pouvoir d'achat en matière de prime et de logement, le Syndicat national de l'éducation et de la culture (Snec), oppose un démenti cinglant aux mensonges du président candidat. Et la vérité, c'est que dans le public comme dans le privé, les salariés ne peuvent attendre rien de bon du pouvoir quel que soit celui qui y sera élu. Ils ne pourront améliorer leur sort que par leur propre organisation et leurs luttes collectives.

SÉNÉGAL

UN NOUVEL AVION POUR LE PRÉSIDENT ET RIEN POUR SATISFAIRE LES REVENDEMENTS DES ENSEIGNANTS

Il est question pour le président Wade, après sa réélection, de s'offrir aux frais de l'Etat un nouvel avion présidentiel pour remplacer celui qu'il possède déjà. Ses partisans parlent pour lui en justifiant cette dépense de plusieurs milliards de francs cfa au nom du fait qu' "Abdoulaye Wade a tout donné au Sénégal, à l'Afrique, au monde noir et à l'humanité

souffrante" et qu'il mérite d'avoir un "avion de commandement" afin qu'il "puisse disposer de moyen lui permettant de terminer la noble et exaltante mission qu'il s'est assignée"...

Rappelons que ce sont ceux-là même qui traitent d'égoïstes les employés des hôpitaux publics ou les enseignants lorsqu'ils se mettent en grève pour revendiquer

des améliorations de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Rappelons aussi qu'au moment même où le président veut faire acquérir son avion, les enseignants, à l'appel de leur intersyndicale, ont observé une grève de trois jours (du 11 au 13 avril dernier) pour "contraindre l'Etat à respecter ses engagements". Deux protocoles d'accord ont pourtant été signés en 2003 et en 2006 entre le représentant des

autorités et ceux des salariés pour une augmentation de l'indemnité de logement et la revalorisation de certaines autres indemnités. Mais jusqu'ici les promesses faites par le gouvernement n'ont pas été respectées. Alors, si ce dernier est capable de sortir de ses caisses de quoi payer un avion au président, il n'y a aucune raison de refuser aux enseignants des écoles publiques le peu qu'ils demandent.

SÉNÉGAL

GRÈVE DES OUVRIERS DU CHANTIER ROUTIER LINGUERE-MATAM

La journée du 11 avril fut une "journée morte" sur le tronçon routier en construction dans l'axe Linguère-Matam. Les ouvriers se sont mis en grève pour exiger de meilleures conditions de travail et de logement. Ce chantier est en fonction depuis un peu moins d'une année. La société qui a obtenu le contrat pour la construction de cette route longue de 116 kilomètres impose des conditions de travail inacceptables. Soixante heures de travail hebdomadaire et dix heures par jour. La seule chose qui intéresse les patrons, c'est le délai de finition de travaux et... bien entendu les milliards qui entreront dans leurs poches.

Pour économiser le maximum sur le dos des travailleurs, ils ont construit une "cité ouvrière"

à 45 kilomètres de Linguère. Les ouvriers y sont logés à quatre dans une chambre de 12 m². Les conditions de transport sont également déplorables.

C'est pour protester contre tout cela que les travailleurs ont fait la grève. Le préfet de la région s'est contenté de convoquer les représentants des ouvriers et de l'entreprise pour leur demander de trouver une solution d'entente sans contraindre cette dernière à accepter les justes revendications des grévistes. Les dirigeants de cette entreprise veulent repousser les négociations pour une date ultérieure tout en voulant qu'entre temps les ouvriers reprennent le travail. En tout cas il sait maintenant que les ouvriers ne sont pas prêts à tout accepter sans broncher.

GUINÉE**LE GOUVERNEMENT EST NOUVEAU
MAIS L'EXPLOITATION CONTINUE**

Après avoir été reçu par Chirac et par Villepin, Lansana Kouyaté, le nouveau Premier minis-



Manifestation de joie dans les
rues après la décision de Conté
de renvoyer son Premier ministre

tre a rencontré les responsables du patronat français puis ceux de l'AFD (Agence Française de Développement). Les objectifs affichés par Kouyaté sont nombreux. Il se tourne auprès des grandes puissances, vers les milieux industriels, ceux des affaires et de la politique pour, dit-on, reconstruire le pays. Le système de fourniture de l'eau et celui de l'électricité dans les grandes agglomérations guinéennes ne fonctionne presque plus. Le gouvernement cherche à signer des contrats auprès d'éventuels repreneurs. Il déclare aussi vouloir relancer la consommation en plaçant aux mains de l'Etat l'exclusivité de l'importation du riz dans le pays. Pour cela, il veut transférer les recettes minières de l'Etat, actuellement en dépôt dans les banques suisses,

vers les banques françaises. Celles-ci sont intéressées par la manne, qui passera ainsi dans les coffres-forts de quelques grandes sociétés françaises qui décrocheront des contrats juteux. Le gouvernement guinéen cherche également à réviser les accords antérieurs passés avec les firmes internationales qui exploitent les richesses minières. La Guinée est premier exportateur mondial de bauxite, son sol recèle également d'énormes gisements d'or, de diamants, de fer et de nickel.

Selon la presse, au lendemain de l'indépendance sous l'ère de Sékou Touré, les multinationales qui exploitent ces richesses versaient environ 500 millions de dollars. Aujourd'hui les recettes de l'Etat guinéen auprès de ces sociétés ne s'élèveraient plus qu'à une centaine de millions de dollars. Dans la même période, la quantité de bauxite prélevée a presque doublé, passant de 9 milliards à 17 milliards de tonnes par an. Le chef du nouveau gouvernement guinéen veut réviser tous les contrats "à l'amiable".

Ce pays qui détient d'énormes richesses est littéralement pillé par les multinationales et les banques. Cette situation ne peut pas être réglée "à l'amiable", même si les dirigeants actuels réussissaient à revoir à la hausse certains contrats. Ils ont les mains libres et échappent, comme leurs prédécesseurs, à un quelconque contrôle de la population. La "bonne gouvernance" qu'ils promettent et la caution dont ils se réclament de la part des dirigeants des centrales

syndicales et des partis politiques, permettent aux nouveaux ministres de bénéficier d'un certain état de grâce. Ils en profitent pour entretenir des illusions auprès des millions de personnes qui vivent dans des conditions misérables. Ces illusions ne peuvent que semer le

désespoir auprès de la majorité.

Les grandes puissances, les milieux d'affaires et les banquiers savent bien qu'ils n'ont rien à craindre de ce nouveau gouvernement. Le fait qu'ils reçoivent en grande pompe Lansana Kouyaté en dit long sur la docilité de celui-ci envers eux.

T C H A D

DE GUERRE EN GUERRE, LE SORT DES POPULATIONS NE FAIT QUE S'EMPIRER

Le 10 avril dernier, des éléments rebelles de la Concorde nationale du Tchad (CNT) qui font partie d'un regroupement de trois organisations armées rebelles, ont attaqué les positions des forces gouvernementales à Amdjérima, dans la région de Goz-Béïda, à 30 km de la frontière soudanaise.

Les rebelles, en se retirant, ont été poursuivis par des éléments de l'armée de Déby jusqu'en territoire soudanais où ils se sont heurtés aux soldats locaux. Selon les autorités de Khartoum, huit de leurs soldats sont morts; côté tchadien, elles parlent de "nombreux" tués.

Au début, le gouvernement tchadien a démenti avoir franchi la frontière soudanaise; puis devant la menace de Khartoum qui envisage de répliquer "par tous les moyens y compris militaires", il a fini par reconnaître cette incursion. Déby a même présenté, le 11 avril, ses "excuses" tout en proposant de se rendre en visite à Khartoum. Ce qui a permis d'apaiser la très vive tension qui prévalait entre les deux pays. C'est un conflit qui risquait d'embraser toute la région.

Ces trois forces armées rebelles (CNT, RaFD et UFDD) harcèlent l'armée de Déby au pouvoir depuis 1990. Celui-ci doit faire sans cesse la guerre à ces groupes rebelles armés par le Soudan et semble-t-il, par l'Arabie Saoudite, et bien installés au nord-est du Tchad. Il existe aussi un quatrième mouvement rebelle, au Darfour, essentiellement composé de Zagawas, de l'ethnie de Déby. Au début, ce mouvement était favorable au régime de Ndjaména. Mais ses dirigeants ont estimé que leur frère qui dispose de moyens logistiques, ne les aide pas assez pour renverser le pouvoir de Béchir au Soudan. Aussi ont-ils retourné leurs armes contre lui.

Tous ces éléments rebelles ont tenté à plusieurs reprises, seuls ou coalisés, de prendre le pouvoir à Ndjaména, comme l'avait fait Déby lui-même en 1990. Pour le moment, leurs tentatives ont échoué grâce en partie au soutien de l'armée française qui est présente sur le sol tchadien.

Mais à chaque tentative, ce sont les populations civiles qui

fuient les combats pour aller grossir les rangs de ceux qui vivent dans les camps de réfugiés, au Tchad ou au Darfour. A chaque affrontement, des villages sont détruits, les maigres biens des villageois accaparés par les rebelles; quant aux nomades bergers, leurs troupeaux sont

arrachés de force ou décimés.

Cela fait plus de vingt ans que la guerre dure dans le pays; les régimes tombent, d'autres les remplacent. Mais pour les populations laborieuses, leur sort ne fait que s'empirer.

RÉAPPARITION DU TERRORISME EN ALGÉRIE

LE DANGER ISLAMISTE PLANE DE NOUVEAU SUR LES POPULATIONS

Le 11 avril dernier, deux attentats simultanés à la voiture piégée conduits par des kamikazes ont frappé deux villes en Algérie

blessés. L'un qui s'est produit à Alger a pris pour cible le palais du gouvernement, zone pourtant très surveillée, semble-t-il; l'autre a visé les bâtiments d'un commissariat à Bab-Ezouar dans la banlieue est d'Alger.



Alger: secours aux victimes
du palais du gouvernement

faisant au total une trentaine de morts et plus de deux cents

Ces deux attentats revendiqués par "Al Qaïda pour le Maghreb islamiste" (AQMI), nouvelle appellation de l'ancien "Groupe salafiste pour la prédication et le combat" (GSPC) fraîchement rallié au mouvement de Ben Laden, ont semé la panique et la peur parmi les populations. Pour les Algérois, cette nouvelle pratique terroriste (l'utilisation des kamikazes pour la première fois) rappelle le cauchemar des années 1990 alors même qu'ils croyaient que le terrorisme avait complètement disparu de la capitale. Des femmes étaient battues parce qu'elles ne portaient pas le voile ou s'habillaient à l'occidental; des maisons incendiées sous prétexte qu'elles abritaient des gens qui ne respecteraient pas les principes du coran, etc. Cela avait fait des dizaines de milliers de victimes.

Une semaine après ces derniers attentats, une centrale syndicale a appelé à une manifestation de protestation dans la rue. Mais comme les manifestations sont interdites à Alger depuis 6 ans, c'est un rassemblement qui lui a été autorisé. En revanche le parti unique en place a organisé des manifestations de rue pour soutenir le dictateur Abdelaziz Bouteflika, à Alger mais aussi dans le reste du pays.

A quelques semaines des élections législatives prévues pour le 17 mai, ces attentats sonnent comme un défi au pouvoir qui s'est lancé depuis 1990 dans la politique dite de "réconciliation nationale" qui consiste à tendre la main aux terroristes. Ainsi, une poignée d'anciens dirigeants du FIS emprisonnés après le démantèlement de cette organisation terroriste ont été libérés; quelques uns ont même fait partie du gouvernement.

Mais cette politique, apparemment, n'a pas suffi à mettre un terme au terrorisme. Car tant que la misère et le chômage continuent de frapper de plus en

plus les populations démunies, l'armée mais aussi les organisations terroristes demeurent des pôles de recrutement, surtout pour les jeunes désœuvrés. Il semble que le ralliement du GSPC à Al Qaïda lui a ouvert d'autres réseaux et permis d'avoir de nouvelles recrues; on parle des bases d'implantation au Mali (Tombouctou) et sur la frontière entre la Mauritanie et le Mali. Ces attentats ont contredit les discours officiels selon lesquels la situation est "normalisée" en Algérie.

Situation "normalisée" ou pas, les multinationales, américaines ou européennes continuent d'exploiter le pétrole algérien et d'en tirer profit car les attaques terroristes ne nuisent pas à leurs affaires. Quant aux populations algériennes, à supposer que ces islamistes radicaux réussissent à prendre un jour le pouvoir à Alger, ils ne leur offriront rien d'autre que de nouvelles violences et de nouvelles souffrances. Ce sera la dictature, peut-être plus dure que celle de l'Etat actuel.

IL Y 60 ANS, ÉCLATAIT LA "RÉBELLION" MALGACHE

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, un soulèvement populaire éclatait à Madagascar contre la domination coloniale française. La garnison de Manakara tombe aux mains des insurgés. L'insurrection s'étend sur la partie est de l'île. La ville de Moramanga, ainsi que des localités plus petites sont envahies par les insurgés qui se comptent au moins par centaines. De nombreuses voies

de communication sont sabotées ainsi que des édifices symbolisant l'ordre colonial. Des fermes de gros colons sont détruites. A Tananarive, la capitale, l'action a été décommandée par certains leaders et le soulèvement qui se voulait "de tous et partout" n'a pas vraiment eu lieu. Le 4 avril l'Etat de siège fut proclamé. Des milliers de soldats ont été envoyés pour venir à bout des

“rebelles”. Le corps expéditionnaire passa de 18 000 à 30 000 hommes et les moyens militaires



Rafle des suspects dans un village près de Tamatave

dépêchés sur place ont été augmentés de façon importante à la demande des autorités coloniales. Même de nos jours, des survivants et des témoins n'ont pas oublié que les prisonniers malgaches ont été embarqués dans des avions puis lâchés vivants au-dessus des villages soupçonnés d'avoir abrité des combattants. Les militaires se sont livrés à des “opérations de nettoyage” et la répression a été féroce. Elle dura jusqu'à la fin de l'année 1948. Le Haut-Commissaire de l'époque a fait état de 89 000 morts.

Le gouvernement Ramadier (SFIO), dont faisaient partie Maurice Thorez et Jacques Duclos (Parti communiste), a été impitoyable. Ceux qui étaient considérés comme meneurs furent emprisonnés. Certains d'entre eux ont été fusillés après avoir été jugés sommairement par les tribunaux coloniaux.

En fait, la lutte contre l'oppression coloniale et pour des droits démocratiques a connu diverses étapes. Dans l'entre deux guerres des manifestations nationalistes ont eu lieu. Elles se réclamaient d'une organisation

secrète appelée VVS. Ce mouvement de protestation a eu pour conséquence la naissance de la presse d'opinion malgache et celle d'organisations syndicales. Mais c'est pendant la deuxième guerre mondiale et la période de l'après guerre que naissent les organisations qui déclencheront l'insurrection de 1947. L'action légale est représentée par le MDRM (Mouvement Démocratique de la Renovation Malgache) qui a à sa tête trois personnalités qui deviendront parlementaires malgaches à l'Assemblée nationale française de 1946. En effet, au lendemain de la guerre, pour contenir la vague de mécontentement consécutive aux privations auxquelles la population était soumise durant le conflit mondial, le régime de De Gaulle dut faire quelques concessions. C'est ainsi qu'il accorda le droit de vote et favorisa la naissance du MDRM en février 1946 à Paris.

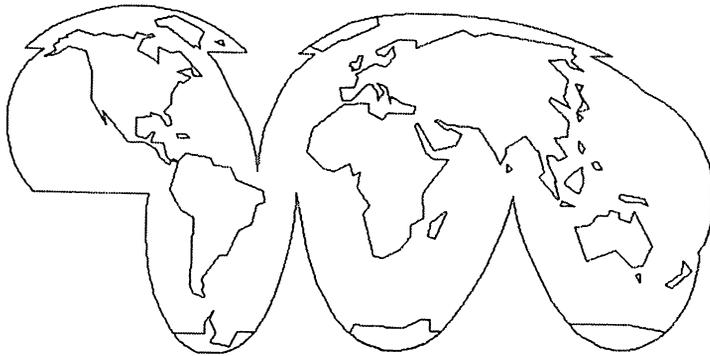
A la veille des événements de 47, ce parti revendiquait 300 000 adhérents. Il réclamait plus ou moins l'indépendance tout en voulant rester au sein de l'Union Française. Lorsque l'insurrection éclate, le MDRM la condamne. Cela n'a pas empêché l'impérialisme français de s'acharner sur lui. Les dirigeants au pays ainsi que les trois parlementaires en France sont arrêtés. Certains responsables locaux sont condamnés à mort ou à perpétuité. Les trois parlementaires ont été maintenus en exil durant de longues années. Ils n'ont pu revenir au pays que plusieurs années après l'indépendance de 1960. Ce fut sous le régime de Tsiranana, placé à la tête de l'Etat par la France de De Gaulle.

Sous le régime de Tsiranana, les événements de mars-avril ne devaient être commémorés que sous forme de “journées de deuil

national". Aucun rassemblement autre que les cérémonies officielles encadrées par l'armée et les notables, n'était autorisé. Ce dictateur se contenta de tolérer au pays les leaders du MDRM. Les conditions de vie de la

population n'ont connu aucune amélioration. Les geôles du régime ont continué d'abriter de nombreux opposants. Tsiranana lui-même a fini par être destitué une douzaine d'années après l'indépendance par les militaires.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.